

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
DIAGNOSTIC AMIANTE
D17-Route de Pontoise
Du 15 au 17 juillet 2026**

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Considérant la demande de Madame PECAULT-BERTRAND Delphine, représentante de la société SARL ATEMAC, concernant un diagnostic amiante, D17-Route de Pontoise à VAUX-SUR-SEINE (78) ;

Considérant que ces travaux nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation et/ou de stationnement, au droit du chantier ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Du 15 au 17 juillet 2026, la société ATEMAC est autorisée à effectuer un diagnostic amiante D17-Route de Pontoise, entre la Place de la Gare et la Route du Moulin à Vent à VAUX-SUR-SEINE (78), les restrictions suivantes seront appliquées :

- Le stationnement de véhicules de 3,5 tonnes maximum sera autorisé pour la société intervenante ;
- La circulation des véhicules sera maintenue dans les deux sens, un alternat de la circulation sera mis en place par feux tricolores de chantier ;

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, **l'entreprise aura la charge de la mise en place de la signalisation nécessaire du chantier.** Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation qui devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement, sont celles édictées par l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, modifié notamment par l'Arrêté du 6 Juin 1977 et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie – approuvée par l'Arrêté du 6 Novembre 1992.

Le présent arrêté devra être affiché avant le début des travaux.

Article 3 :

Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame PECAULT-BERTRAND Delphine, représentant de la société ATEMAC

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après sa transmission aux services d'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 7 juillet 2026

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

